Crises des solidarités ou solidarités dans la crise ? Une lecture à partir de l'analyse de l'évolution de la structure des ménages entre 1993 et 2003 à Ouagadougou, Burkina Faso

Population et développement en Afrique : questions émergentes

5^{ème} Conférence africaine sur la population

Séance 903 : Les structures ménagères et les tâches socio-économiques en mutation

Banza Baya * et Danièle Laliberté **

10-14 Décembre 2007

Arusha, Tanzanie

* Université de Ouagadougou (ISSP)

** Université de Montréal (Département de Démographie et USI)

Résumé

L'objectif de notre communication est d'appréhender le système de solidarité dans un contexte de crise urbaine, à travers l'analyse de l'évolution de la structure et de la taille des ménages à Ouagadougou au cours de la décennie 1993-2003. Cette structure diffère-t-elle selon le sexe du chef de ménage ? En est-on à des ménages conjugaux ou élargis ? Peut-on parler d'une nucléarisation de la cellule familiale ? Si oui, assiste-t-on à une nucléarisation différentielle des ménages ? D'une diminution de leur taille ? Quels en sont les déterminants ?

Notre exploration de ces questions est basée sur les données issues des trois enquêtes démographiques et de santé (EDS) réalisées à ce jour au Burkina Faso (1993, 1998/99 et 2003). Tout en testant les hypothèses de nucléarisation et de diminution de la taille des ménages, nous identifions les principaux déterminants du ménage nucléaire et du ménage de faible taille dans le cadre de deux régressions logistiques. La majorité des ménages de Ouagadougou ne sont toujours pas nucléaires en 2003 alors que leur taille n'a que peu varié durant la décennie. Les résultats indiquent une légère tendance à l'augmentation des ménages nucléaires et des ménages de petite taille. Toutefois, ni le niveau d'instruction élevé du chef de ménage ni le statut socio-économique élevé du ménage ne semblent être associés à un ménage nucléaire ou de taille réduite, bien au contraire.

Mots-clés

Burkina Faso / Afrique subsaharienne / Ménage / Nucléarisation / Taille / Solidarité

Keywords

Burkina-Faso / Sub Saharan Africa / Household / Nuclearization / Solidarity

Crises des solidarités ou solidarités dans la crise ? Une lecture à partir de l'analyse de l'évolution de la structure des ménages entre 1993 et 2003 à Ouagadougou, Burkina Faso

Introduction

Unité sociale de base de toute société, la famille constitue à la fois le cadre de la procréation, de la socialisation, du soin et de l'éducation des enfants (Nations unies, 1995 ; Develay et al., 1996 ; Debpuur, 1998 ; Bongaarts, 2001). Cette institution joue un rôle déterminant dans la reproduction de la population et les transformations du régime démographique des sociétés africaines. Elle occupe une place stratégique pour la compréhension et l'explication des phénomènes démographiques et de leur dynamique (Tabutin et Bartiaux, 1986).

La théorie de la nucléarisation a constitué le catalyseur de la réflexion théorique et le paradigme central des travaux sur la famille et les ménages dans les pays développés et dans les pays en développement (Pilon et Vignikin, 2006). L'hypothèse centrale qui en est dérivée est celle de la convergence des systèmes familiaux vers le modèle nucléaire en conséquence du processus de modernisation des structures économiques et sociales. Selon les théoriciens structuro-fonctionnalistes, la nucléarisation des familles constitue un préalable à la transition de la fécondité. L'approche historico-structurelle relie quant à elle la transformation de la famille aux stratégies de reproduction élaborées pour accomplir les activités de production et de reproduction.

La confrontation du modèle de convergence des structures familiales avec des données empiriques révèle que le schéma d'évolution de la famille africaine vers la nucléarisation n'est pas toujours respecté (Cordell et Piché, 1997). On a d'ailleurs observé le maintien du modèle de famille étendue durant le processus de modernisation, alors que les ménages les plus modernes sont parfois les plus étendus. Enfin, de plus en plus de recherches mettent en évidence la diversification des modes de structurations familiaux, et l'existence de disparités selon les pays et les milieux de résidence (Pilon et Vignikin, 2006).

Alors que la législation de la famille favorise la famille nucléaire dans les pays de l'Afrique subsaharienne francophone post coloniale (Adjamagbo-Johnson, 1997), dans les faits on relève le caractère plus étendu des ménages ouest-africains. En raison de l'importance que revêt la famille pour le bien-être de ses membres, il est dès lors légitime de se demander si la dégradation de la situation économique observée au cours des dernières décennies conduit à un repli sur la famille conjugale ou au contraire au renforcement du système traditionnel de solidarité.

Les Nations unies (1995) ont noté une réduction drastique de la proportion des ménages ayant 5 personnes et plus entre 1970 et 1980, et un accroissement des ménages formés d'une seule personne. À partir des Enquêtes démographiques et de Santé (EDS) réalisées dans 43 pays en développement, Bongaarts (2001 : 266) a quant à lui relevé des tailles de ménage semblables à celles qui furent observées en Europe et en Amérique du Nord durant la seconde moitié du 19^e siècle.

En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, certaines stratégies fréquemment adoptées par les ménages vont à l'encontre de la nucléarisation familiale, par exemple, le recours à une main-d'œuvre familiale pour assurer les tâches domestiques et l'investissement dans l'accueil de

jeunes parents en guise d'assurance pour la vieillesse. De même, l'émancipation résidentielle de plus en plus tardive des jeunes générations en raison du climat économique défavorable nuit au processus de nucléarisation (Tokindang, 1998). C'est aussi l'effet de l'expression des solidarités dans les réseaux familiaux à travers l'accueil de migrants, d'enfants confiés, de femmes en rupture d'union et de parents en difficulté économique (Seydou, 1995). Bref, la famille continuerait, dans certains contextes subsahariens, de jouer son rôle de refuge et d'assurance sociale, comme au Burkina Faso, où l'incidence de la pauvreté a presque doublé entre 1994 (10,4%) et 2003 (19,9%) chez les populations urbaines (Burkina Faso, 2003a ; Burkina Faso, 2003b).

L'étude de l'évolution de la composition familiale des ménages permet de vérifier l'hypothèse de nucléarisation des familles. Bien que ménage et famille ne soient pas toujours synonymes (Sawadogo, 1992 ; Adegboyega et al., 1997), le ménage peut constituer un proxy de la famille. C'est ainsi que notre étude vérifie la pertinence des thèses de repli de la famille conjugale et de renforcement des solidarités familiales au Burkina Faso. Plus précisément, nous déterminons si un processus de nucléarisation des ménages a eu lieu à Ouagadougou au cours de la dernière décennie (1993-2003), tout en vérifiant si la réduction de la taille des ménages s'est produite durant cette période, puisqu'en général le déclin de la taille des ménages se produit parallèlement à la diminution de leur étendue et de leur complexité (Bongaarts, 2001 : 270).

Revue de la littérature

Structures familiales : familles et ménages

Institution sociale fondamentale au processus de socialisation humaine (Rocher, 1992 : 155), cœur de la vie sociale, lieu simultané de production et de reproduction des sociétés africaines (Piché, 1993 : 14), la famille et le ménage ont de tout temps été des objets d'étude privilégiés par les sciences sociales et humaines. Par contre, les démographes ont longtemps négligé l'analyse de la taille et de la composition des ménages, des déterminants et conséquences de leurs transformations (Bongaarts, 2001 : 263). La famille nucléaire a initialement été considérée par certains anthropologues comme un modèle familial naturel et biologiquement déterminé en raison de son rôle dans la survie de l'espèce et la continuité sociale (Scott et Marshall, 2005 : 211). L'étude historique des structures familiales a toutefois mis en évidence la diversification et la complexité des systèmes familiaux à travers temps et espaces.

Plus facile à capter empiriquement, le concept de ménage est apparu en guise de proxy à celui de famille, en particulier dans les recherches démographiques. Cependant, les critères de définition du ménage varient d'une opération de collecte à l'autre (Garenne, 1981 ; Duquette-Ahado, 1984 ; Roy, 1985). Ils font généralement référence aux dimensions de résidence, de filiation et d'alliance, de communauté de vie, de procréation, de production et de consommation. C'est ainsi que Sala-Diakanda (1988) a défini le ménage ordinaire comme « un ensemble constitué par un petit groupe de personnes apparentées ou non qui reconnaissent l'autorité d'une seule et même personne (le chef de ménage), vivent dans un même logement, prennent souvent leurs repas en commun et subviennent en commun aux dépenses courantes ». Les études comparatives sont limitées par l'absence d'une définition universelle du ménage (Bongaarts, 2001 ; Nations unies, 1993). La diversité des typologies publiées et le manque d'homogénéité dans les termes utilisés pour définir les catégories rendent souvent difficiles les comparaisons entre les sources (Pilon et Vignikin, 2006 : 42-43).

La notion de ménage ne demeure qu'une approximation du concept de famille ; en effet, la « famille de résidence » diffère de la « famille d'interaction », dont les membres ne partagent pas le même espace résidentiel mais sont malgré tout unis par des liens hautement significatifs (Burch, 1967). Cette nuance est d'autant plus importante dans le cas des sociétés africaines, où la famille étendue joue un rôle fondamental à la fois dans la socialisation, la production et la reproduction sociales. De plus, la pertinence du critère de co-résidence, souvent retenu dans la définition du ménage, est contestable lorsque les unités de procréation, de production et de consommation opèrent dans un espace multirésidentiel, ce qui est fréquent dans un contexte polygamique (Roy, 1985 : 6-7).

Conceptualisation de la nucléarisation des familles et des ménages

La convergence de la taille et de la composition du ménage vers un modèle unique a été anticipée sur la base des faits observés en Occident aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. La sociologie de la famille a ainsi postulé l'existence d'une relation inverse entre urbanisation et industrialisation d'un côté, et famille étendue de l'autre ; les familles étendues seraient plus nombreuses dans les sociétés sous-développées et plus particulièrement en milieu rural (Goode, 1963 ; Burch, 1967). La taille et la complexité (indiquée par la présence de personnes provenant de l'extérieur de la famille nucléaire) des ménages diminueraient au fur et à mesure du développement d'une société (Bongaarts, 2001 : 264). Avec le temps, on assisterait au remplacement de la famille étendue par la famille nucléaire. Cette hypothèse est fréquente, mais la conceptualisation du processus de nucléarisation varie d'un courant théorique à l'autre.

Ainsi, l'approche structuro-fonctionnaliste voit la nucléarisation de la famille comme une réponse aux besoins de la société industrielle. La famille nucléaire résulte des transformations des structures économiques et sociales (Parsons et Bales, 1955 ; Goode, 1964, cités dans Scott et Marshall, 2005). La théorie de la modernisation oppose la famille nucléaire devenue néolocale à la famille étendue de la société traditionnelle, composée de plusieurs familles nucléaires ou de familles polygamiques partageant un lieu de résidence. Le développement économique, l'urbanisation, la stratification urbaine et l'assimilation de nouvelles valeurs et attitudes liées à l'industrialisation provoqueraient l'éclatement de la famille étendue (Rocher, 1992 : 552) et le relâchement des relations de parenté devenant facultatives dans une société urbaine et moderne. Si le monde urbain secrète des pratiques familiales en rupture avec le système lignager, il reste que les familles urbaines, dans leur majorité, ne correspondent pas à la famille nucléaire *stricto sensu*. Certes, les ménages strictement nucléaires font partie du paysage familial urbain mais ils n'en constituent pas le modèle dominant comme le laissent pourtant croire les travaux fondés sur les paradigmes de la théorie de la modernisation (Adepoju, 1999 dans Pilon et Vignikin, 2006 : 85).

L'approche culturaliste et diffusionniste, centrée sur l'individu et le couple, considère que les facteurs culturels déterminent les changements de structure familiale. La modernisation des valeurs survient à la suite de la diffusion des idées et technologies modernes de l'Occident vers les pays pauvres, puis de l'élite urbaine à l'élite rurale. L'urbanisation sert en quelque sorte de véhicule transformant les comportements traditionnels en comportements « modernes » (Miner 1952). L'éclatement des comportements traditionnels en zone urbaine amène une baisse de la fécondité et une transformation complète des structures des ménages et des régimes

matrimoniaux (augmentation de l'âge au mariage, baisse de la polygamie, diminution de la taille des ménages, etc.) (Marcoux, R., 1989 : 13-14).

La théorie du développement rural (Kocher, 1973) attribue la nucléarisation à des facteurs reliés aux transformations économiques associées à la modernisation : le changement des conditions de vie et l'amélioration des ressources (revenus, santé et éducation) des populations modifient les caractéristiques familiales dans un sens favorable aux petites familles. La modernisation apporte des motifs de satisfaction matériels qui s'ajoutent à celui d'avoir des enfants et diminue la dépendance des vieux parents à l'égard de leurs enfants. Cette thèse, qui n'a pas eu d'échos immédiats (Piché et Poirier, 1995), a par la suite été testée en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Kouamé et Schellekens (2002) ont démontré que le développement rural engendre des attitudes favorables à la baisse de la fécondité à travers des changements dans l'environnement culturel de la procréation en Côte-d'Ivoire. L'introduction de certaines techniques agricoles induit une diversification des tâches et donc une nouvelle demande en main-d'œuvre. La modernisation rurale et le développement des infrastructures villageoises s'inscrivent dans un contexte global qui amène les couples à désirer une fécondité plus réduite (Kouamé et Schellekens, 2002), ce qui a un impact sur la taille des ménages.

Selon la théorie des flux intergénérationnels de richesse (Caldwell, 1976 et 1978), les tailles minimale et maximale de la famille sont d'abord déterminées par des facteurs personnels, sociaux et psychologiques, et non par des variables économiques. La nucléarisation surviendrait à la suite de l'adoption de nouvelles valeurs véhiculées par l'intermédiaire de la scolarisation et des mass média. La révolution sociale – des relations familiales et plus particulièrement la direction des flux de richesse intrafamiliaux dictés par les obligations familiales – n'a pas besoin d'être accompagnée par la modernisation économique. Mais, en général, elle survient simultanément ou préalablement à la modernisation économique, qu'elle peut contribuer à accélérer (Caldwell, 1976 : 322). La forte fécondité est due aux avantages détenus par les parents (souvent les hommes âgés) face à la consommation, à l'accès aux services et au travail des enfants. Dans un mode de production entièrement capitaliste, la fécondité est faible, car les avantages détenus par les parents s'estompent, et les enfants représentent plutôt une charge.

L'approche historico-structurelle relie la transformation de la famille aux stratégies de reproduction élaborées pour accomplir les activités de production et de reproduction. Ce courant a été marqué par la théorie de la dépendance et du sous-développement, ainsi que par celle de l'articulation des modes de production. La problématique matérialiste de la famille et de la reproduction humaine repose initialement sur les œuvres de Marx et d'Engels. Ce dernier, envisageant la famille comme catégorie historique, relie ses diverses formes aux différentes étapes du développement social et au mode de production (Poirier, 1986 : 286).

Engels a donc supposé que les formes prises par la famille sont historiquement déterminées, mais sans toutefois analyser les rapports de production et de reproduction qui s'y manifestent. La contribution de Meillassoux (1975) et les recherches qu'elle a stimulées se sont en ce sens avérées déterminantes. La théorie de l'articulation des modes de production, centrée sur l'articulation de deux sphères de production sociale, permet de rendre compte des rapports sociaux constitutifs de la famille, et l'intégration de celle-ci aux appareils de la production, du contrôle et de la régulation de la sphère non domestique (Poirier, 1986).

En vertu de ce cadre d'analyse, le moteur des changements de structure familiale est la transition au capitalisme ; l'introduction de rapports de production capitalistes amène la transformation des conditions de la reproduction, des structures familiales et des relations au sein des familles. « L'articulation résume l'ensemble des mécanismes et des processus qui tissent les liens dynamiques et organiques entre les divers rapports sociaux et les diverses formes de production et de reproduction (...) il est donc important de retenir le concept d'articulation pour analyser les contradictions, la symbiose et la dynamique de la rencontre réelle des rapports sociaux capitalistes et non-capitalistes (Gregory et Piché, 1985 : 75).

Tendances observées

Si la convergence vers un système familial nucléaire avait effectivement lieu, alors la taille et la complexité des ménages seraient moindres en milieu urbain et dans les segments les plus éduqués des populations (Bongaarts, 2001 : 274). Selon les données censitaires et les estimations des Nations unies, la taille moyenne des ménages n'a sans doute jamais été très grande (3 à 6 personnes), peu importe les normes sociales, l'époque et la société considérées (Levy, 1967). La famille résidentielle étendue n'aurait jamais constitué le mode de vie de l'ensemble d'une population, et les familles de grande taille seraient le fait d'un nombre élevé d'enfants survivants propre aux populations n'ayant pas encore complété leur transition démographique. L'importance relative des ménages de cinq personnes et plus dans le monde a diminué entre 1970 et 1980 (Nations unies, 1995). La taille moyenne des ménages des pays européens et d'Amérique du Nord est passée de cinq à deux ou trois personnes du milieu du dix-neuvième siècle à 1990 (Bongaarts, 2001 : 264).

La thèse de la nucléarisation universelle est désormais aussi remise en cause en Occident, en raison de l'apparition des nouvelles formes de familles (composées et monoparentales) à la suite du bouleversement de la conjugalité. Les études longitudinales récentes ont mis en évidence la présence, chez certaines sous-populations, de ménages de grande taille à structure complexe susceptible de varier dans le temps. Ainsi, une recherche effectuée en Floride a démontré que les Américains d'origine africaine constituent plus fréquemment des ménages étendus pour faciliter l'assistance intergénérationnelle des grands-parents et l'accueil de non parents (Peek, Koropeckyj-Cox, Zsembik et Coward, 2004). Selon cette étude, les épisodes de corésidence constituent de multiples réponses aux besoins économiques et de santé.

Une autre étude réalisée aux USA a démontré que les parents sont toutefois plus susceptibles de procurer un toit à leurs enfants que l'inverse et ce à tout âge (Aquilino, 1990). Tel que mentionné par Keller (2004 : 446), la co-résidence de jeunes avec leurs parents peut être interprétée comme une alternative aux transferts de la vieille génération à la plus jeune génération. La probabilité d'un adulte non marié de vivre avec ses parents est plus forte s'il n'est pas marié, et plus faible si ses parents ont dissout leur union ou s'ils se sont remariés. Si les parents à faibles revenus sont plus susceptibles de vivre chez leurs enfants adultes, leur état de santé ou leurs revenus ne semblent pas reliés au fait que leurs enfants adultes vivent chez eux (Aquilino, 1990).

Les études empiriques plus récentes nous amènent toutefois à réaliser l'absence de convergence universelle des modèles familiaux. D'ailleurs, des recherches effectuées en Afrique de l'Ouest ont révélé une hausse de la taille des ménages, et ce même en milieu urbain. Ainsi, Locoh (1988a et 1988b) a remarqué l'augmentation de la taille des ménages ruraux et urbains de 19 pays africains (sur les 22 ayant réalisé au moins deux recensements), de 4,98 (1955-1969) à 5,34

personnes (1970-1983). La proportion des ménages de sept personnes et plus aurait alors grimpé de 26% à 28%. Cette tendance est attribuée à un accroissement naturel élevé, à la hausse de l'âge au mariage et à la manifestation des solidarités familiales pour affronter la crise économique.

Marcoux (1993) a confirmé une telle élévation dans le cas du Mali, où les ménages de plus de six personnes constituent 25% des ménages ruraux en 1960 et 1976, et représentent le tiers de l'ensemble des ménages à Bamako en 1976, comparativement à seulement 20% en 1960. L'augmentation de la taille moyenne des ménages en ville serait même supérieure à celle du milieu rural. Seydou (1995 : 100-101) corrobore la survivance des structures familiales élargies en milieu urbain malien alors que les grandes familles de sept personnes et plus constituent la forme familiale dominante. Le poids démographique des ménages de grande taille est important ; ils représentent 59,1% de l'ensemble des ménages et abritent 75,7% de la population (Seydou, 1995 : 63-64).

L'analyse des données des EDS réalisées dans 43 pays en développement (y compris le Burkina Faso) entre 1990 et 1998 par Bongaarts (2001) indique une lente convergence des ménages vers une taille réduite et une tendance à la nucléarisation. La taille moyenne des ménages varie légèrement, allant de 5,6 en Afrique du Nord à 5,3 en Afrique subsaharienne et 4,8 en Amérique latine. Près des quatre-cinquièmes des membres des ménages appartiennent à la famille nucléaire du chef de ménage. La taille moyenne des familles nucléaires en Afrique subsaharienne serait de 4,03, comparativement à une taille de 4,44 pour les familles non nucléaires. Cependant, les données alors disponibles sur les pays en développement s'avèrent insuffisantes pour tester la thèse de la convergence. En effet, les différences entre les zones urbaines et rurales et selon le niveau d'éducation sont minimes. Le déclin de la fécondité a joué un rôle dans la réduction de la taille des ménages de 1960 à 1990, diminution qui est demeurée faible en raison de la hausse du nombre d'adultes dans les ménages.

Les statistiques censitaires démontrent que beaucoup de ménages africains regroupent dans la même habitation un grand nombre de personnes et différentes générations (Locoh, 1988b). Le statut matrimonial du chef et le type d'union sont des facteurs déterminants de la taille et de la composition du ménage. La cohabitation sous le même toit des membres d'un noyau familial avec d'autres personnes et le maintien de la polygamie sur le continent africain sont en partie responsables de la non nucléarisation des ménages. Ainsi, à Dakar, la taille des ménages dirigés par des hommes polygames et/ou polynucléaires est systématiquement supérieure à douze personnes (Tokindang, 1995 : 83-84). Environ 70% des ménages polygames dakarois pratiquent la corésidence, alors qu'en milieu urbain malien 90% des femmes dont l'époux est polygame partagent une résidence commune (Marcoux, 1993). Près de 12% des ménages de la jeune génération dakaroise (1955-64), peu concernés par la polygamie (2,7%), sont malgré tout polynucléaires en raison du phénomène de cohabitation résidentielle (Tokindang, 1995). Ces fortes concentrations d'individus sont attribuées à la manifestation de solidarité en réponse aux difficultés liées à la conjoncture économique.

Les problèmes économiques vécus dans les sociétés africaines favorisent l'association d'adultes dans le même espace résidentiel pour assurer la subsistance du groupe (Locoh, 1988a). Les solidarités familiales contribuent au maintien des familles étendues en milieu urbain, qui préconisent une gestion commune des biens pour affronter les difficultés financières causées par l'instabilité et la faiblesse des revenus, le coût élevé des loyers et les problèmes d'accès à la propriété.

Cependant, les EDS semblent au contraire indiquer une nucléarisation selon Pilon et Vignikin (2006), qui s'interrogent toutefois sur la comparabilité spatiale de ces enquêtes, et recommandent la réalisation d'analyses contextualisées à l'échelle d'un même pays. Ils suggèrent également d'éclairer davantage les logiques familiales et résidentielles en élargissant l'étude de la taille des ménages à celle de leur composition familiale (Pilon et Vignikin, 2006). Ces auteurs anticipent que l'amélioration de la scolarisation sur le continent africain conduira inéluctablement à la nucléarisation des familles et à l'instauration d'un univers familial de plus en plus privé et calqué sur le modèle occidental.

Quelques facteurs explicatifs de la taille et de la structure des ménages

L'évolution des ménages dépend de facteurs sociaux, culturels, économiques et politiques : niveaux de fécondité et de mortalité, migrations, nuptialité, habitat, mode de production, pratiques de résidence, règles d'héritage, normes familiales, accès au logement et à l'emploi... (Pilon et Vignikin, 2006 : 34). Bongaarts (1983) a proposé des déterminants démographiques de la taille des ménages, soient la nuptialité, la fécondité, l'adoption, la mortalité et la migration. Les variables socioéconomiques opéreraient indirectement à travers ces variables.

Les recherches réalisées en Afrique ont mis en évidence l'influence de l'âge et du sexe du chef sur la taille et la structure du ménage. L'âge est en effet relié aux itinéraires matrimonial, génésique et professionnel. Par exemple, à Bamako, la cohabitation résidentielle augmente en fonction de l'âge du chef, un ménage dirigé par un chef de la vieille génération sur trois étant de type polynucléaire. L'effet de l'âge du chef de ménage sur la complexité de la structure du ménage apparaît nettement alors que les ménages polynucléaires représentent environ 45% des ménages ayant à leur tête un retraité (Seydou, 1995 : 95).

Des différences selon le sexe et l'âge

Les ménages dirigés par des femmes sont généralement moins complexes. Par exemple, à Dakar, ils ne comprennent pas plus de deux noyaux familiaux (Tokindang, 1995 : 83), et à Bamako environ 20% des ménages féminins sont sans noyau familial contre 6,7% chez les hommes. Des ménages monoparentaux et des ménages constitués de plusieurs familles monoparentales sont apparus dans les villes africaines durant les années quatre-vingt-dix (Agounke, 1991 ; Marcoux, 1991 ; Antoine et Bocquier, 1992 ; Mboup, 1992). Les Bamakoises (Seydou, 1995 : 77) sont plus fréquemment à la tête de ménages monoparentaux sans autres parents (90,4%), avec autres parents (81,4%) et dans des ménages regroupant plusieurs familles monoparentales (72,7%).

Une fécondité et une nuptialité influentes

Bongaarts (2001) a mis en évidence que durant les années quatre-vingt-dix la taille des ménages dans les pays en développement était positivement associée au niveau de fécondité et à l'âge moyen au mariage, et négativement reliée au niveau de rupture maritale. Par ailleurs, le déclin de la taille des ménages en Europe et en Amérique du Nord aurait été causé par la réduction du nombre d'enfants survivants par femmes (mesuré par le taux net de reproduction) résultant de l'effet de la chute de la fécondité et de l'amélioration de la survie des enfants (Bongaarts, 2001 : 264). De plus, la diminution du nombre d'adultes résidant dans un même ménage est un autre

facteur significatif. Plusieurs variables affectent la taille des ménages : l'âge au mariage, la capacité des personnes âgées à vivre seules et le risque de rupture et de remise en union.

Crise économique et solidarité

Diverses manifestations de solidarité contribuent à complexifier la structure des ménages et à augmenter la taille en milieu urbain africain. « En s'inscrivant dans la durée, la crise économique a fini par engendrer une paupérisation à laquelle de nombreuses familles tentent de s'ajuster. Du fait de leur incapacité à subvenir adéquatement aux besoins de leurs membres, elles adoptent des comportements nouveaux en matière de constitution de la famille, de vie conjugale et de socialisation des enfants » (Pilon et Vignikin, 2006 : 94).

Les ménages de grande taille (élargis ou complexes) semblent relativement plus nombreux quand les chefs sont de niveau socio-économique aisé, sans que l'on sache toutefois si c'est le statut socio-économique qui influence la taille du ménage ou l'inverse (Seydou, 1995 : 102-103). La mise en commun des ressources des membres d'un ménage en vue de satisfaire les besoins de l'ensemble du groupe, maximiserait les chances que ménage devienne aisé.

Par contre, selon Keller (2004 : 438), les ménages ruraux vivant sous le seuil de pauvreté sont structurellement différents des autres ménages ; ils ont en moyenne un plus grand nombre de membres et un rapport de dépendance plus élevé, tout en ayant tendance à être multi-générationnels (Keller, 2004 : 438). D'autres études ont mis en évidence la relation entre un haut niveau de pauvreté chronique et des taux de dépendance élevés dans les ménages, sans que le sens de la causalité n'ait toutefois été déterminé.

Pushkar et Ray (2003) ont analysé les liens entre la composition des ménages et leurs ressources en Afrique du Sud, à partir de données de panel portant sur la période 1993-98. Leurs résultats révèlent la fluidité de la structure du ménage, sensible aux changements survenant dans les ressources du ménage. Les ménages « noirs » et pauvres ont tendance à confier leurs enfants aux grands-parents ou à d'autres parents demeurés au village, pour permettre aux pères puis aux mères de migrer en ville afin d'y trouver du travail. L'expansion du programme des pensions de vieillesse amènerait les adultes d'âge actif à quitter le ménage, possiblement pour trouver du travail en ville. Keller a mis en évidence le fait que la présence de personnes touchant une pension de vieillesse dans les ménages sud-africains diminue la propension à former son propre ménage (Keller, 2004 : 480). De leur côté, Klasen et Woolard (2000) ont observé, à partir d'une enquête réalisée en Afrique du Sud en 1995, que le non emploi réduit significativement les chances de créer un ménage et accroît la propension à résider dans la maison parentale (cité dans Keller, 2004 : 458).

Les problèmes résidentiels demeurent fréquents dans les villes africaines ; la faiblesse des revenus impliquent que beaucoup de gens sont incapables de s'offrir un habitat adéquat à partir de leurs propres ressources (Adebayo, 2002 : 353). Cette situation est causée par le manque d'accès à la terre et au crédit et la rareté des opportunités d'emploi offertes aux pauvres par le fait même incapables de faire face à la compétition sur le marché résidentiel.

La diversité croissante de la structure des ménages et la complexité des pratiques résidentielles à Dakar renforcent l'hypothèse de base sur l'importance des liens de solidarité pour l'accès au logement dans différentes catégories de population (Tokindang, 1995 : 104). De fortes

concentrations d'individus dans le ménage n'impliquent pas une charge accrue pour le chef, puisque chaque membre est appelé à contribuer à la survie du groupe (Tokindang, 1995 : 84). Cette vie commune permet de faire des économies d'échelle en ce qui concerne le logement, l'organisation de la cuisine, l'éducation des enfants et les soins aux personnes âgées. Cependant les exigences de la solidarité avec la famille élargie ne sont pas indéfiniment respectées dans tous les milieux (Beiton et al, 2002 : 23-35).

Des ménages accueillent aussi des personnes qui résident déjà en ville mais éprouvent des difficultés économiques conjoncturelles. Ils hébergent des migrants en vue de faciliter leur insertion, reçoivent des enfants confiés pour leur scolarité ou comme main-d'œuvre domestique, intègrent des veuves, des divorcées et des femmes séparées. Plusieurs recherches ont démontré que les migrants s'appuient sur leurs réseaux d'hébergement pour leur première insertion résidentielle, en particulier au sein de la famille (Tokindang, 1995 ; Gugler, 2002). Le recours à la parenté par les migrants de toutes générations à Dakar est plus fréquent que l'accueil dans des réseaux sans liens de parenté (Tokindang, 1995). Par contre, un phénomène d'émigration de la ville à la campagne a été observé dans certains pays, dont la Côte-d'Ivoire, en particulier depuis le début des années quatre-vingts, en partie en réponse à la dégradation de la conjoncture économique et à la fermeture du marché du travail urbain à la fois dans les secteurs formel et informel (Beauchemin, 2002 : 167). Ces migrants quitteraient la ville en rejetant leur condition de dépendance économique et résidentielle. Le phénomène est important au point où on assiste à une inversion des flux migratoires entre villes et campagnes dans ce pays vers 1984.

L'évolution des structures familiales au Burkina-Faso

Au milieu des années soixante-dix (1974-1975), les ménages voltaïques uniquement composés de la famille du chef ne constituaient que 46,5% des ménages ayant fait l'objet de l'Enquête migratoire Haute-Volta (actuel Burkina-Faso), et les ménages « multifamiliaux » 44,5% (Roy, 1985). L'absence de schéma d'évolution général et de définition unique du ménage ressortaient alors de cette étude, qui constatait l'existence de structures familiales diversifiées et parfois très complexes, la présence de familles nombreuses, la fréquente pratique de la polygamie et la cohabitation de plusieurs générations (Roy, 1985 : 119).

Gregory, Saint-Pierre et Simmons (1986 : 130) ont mis en relation la structure démographique des ménages burkinabé et le comportement migratoire, révélant l'existence d'une dynamique de la migration planifiée au sein des ménages. La surreprésentation des migrant(e)s de retour dans les ménages avec émigré(e)s doit être rapprochée d'une éventuelle stratégie de circulation de la force de travail à l'intérieur du ménage. Ou les ménages attendent le retour des anciens migrants avant d'en laisser partir d'autres, ou ce schéma confirme le processus d'intégration à l'économie capitaliste par la migration. Il y a un lien évident entre la taille des ménages et la proportion de ménages selon l'absence ou la présence d'émigré(e)s : la taille moyenne des ménages sans émigré(e)s est de 6,53, celle des ménages avec émigré(e)s est de 9,40 (Gregory, Saint-Pierre et Simmons, 1986 : 119).

Tel que mentionné plus tôt, l'incidence de la pauvreté dans le Burkina Faso urbain a presque doublé entre 1994 et 2003.. Les indices relatifs à la gravité de la pauvreté (profondeur et sévérité) ont légèrement augmenté. Paradoxalement, la croissance économique annuelle a été de 3,2% au cours de la période 1990-1994, pour ensuite se stabiliser à 5,5% de 1995 à 1999 (Burkina Faso, 2003a ; Burkina Faso, 2003b). L'économie nationale a stagné pendant deux décennies, compte

tenu de sa faible capacité à répondre aux chocs extérieurs en raison même de contraintes et limites intrinsèques, dont la dévaluation et les conditions climatiques défavorables. Ainsi, 46,4% de la population vivait sous le seuil de pauvreté (82 672 fcfa) en 2003.

Les difficultés économiques suscitent la création de nouveaux modes de logement faisant appel aux relations de parenté ou à des liens hors parenté. Ils engendrent des formes nouvelles de concessions où la parentèle n'est plus l'unique élément de structuration. Ainsi, la présence de collatéraux dans les concessions ouagalaises moosé est un phénomène déterminant pour comprendre l'organisation actuelle de ces familles citadines : elle relève d'un système d'échanges et de dons/contre-dons étendu dans le temps entre le village et la ville. Elle perpétue en zone urbaine les prestations et contre-prestations intergénérationnelles : alors que les citoyens assurent l'ascension sociale de certains jeunes, ceux-ci garantissent la vieillesse de leur bienfaiteur (Vinel, 1992).

En raison de l'importance revêtue par la famille pour le bien-être de ses membres, il apparaît alors légitime de se demander si la dégradation de la situation économique observée au cours des dernières décennies conduit à un renforcement du système traditionnel de solidarités plutôt qu'à un repli sur la famille conjugale.

À partir des données d'une enquête réalisée en 2000 à Bobo-Dioulasso, seconde ville du Burkina Faso, Baya (2003) a observé que la taille moyenne des ménages est de 5,6 comparativement à 7,0 en milieu rural. Alors que les ménages de neuf personnes et plus représentent près du tiers de l'ensemble des ménages en milieu rural, ils ne comptent que pour 19% des ménages en milieu urbain. On assisterait alors à un processus de nucléarisation de la famille en ville, en réponse au coût élevé de la vie, comparativement au milieu rural où la famille extensive assure une stabilité économique en régulant les diverses activités économiques (Baya, 2003). La mutation des structures familiales auparavant élargies découlerait de l'urbanisation, de la scolarisation et du style de vie qui leur est associé.

À l'opposé de la tendance à la nucléarisation, le recours des ménages urbains à une main-d'œuvre familiale gratuite pour les tâches domestiques et la propension des néo-citadins à habiter chez des parents ou des amis de la même origine sont tels que la résidence urbaine peut ne pas nécessairement conduire à l'adoption de normes de familles réduites (Baya, 2003).

En utilisant des données qu'il a lui-même collectées au Burkina Faso, Akresh (2005) a démontré que le confiage d'enfants constitue pour les ménages un mécanisme de gestion des risques en réponse aux chutes de revenus. La probabilité qu'un ménage place des enfants est plus élevée s'il a expérimenté des problèmes de revenus, s'il possède un important réseau social et d'autres enfants de même âge et même sexe. Selon l'auteur, les parents optimisent leur production en confiant leurs enfants pour contrer les déséquilibres démographiques au sein du ménage. Enfin, la probabilité qu'un ménage accueille des enfants confiées est d'autant plus forte si le ménage est riche.

C'est ainsi que la présente étude vise l'évolution de la taille et de la composition des ménages de Ouagadougou. Elle vérifie l'hypothèse de nucléarisation de la famille ouagalaise et de la réduction de sa taille entre 1993 et 2003, et tente de déterminer l'effet des principaux déterminants dégagés de la revue de la littérature, compte tenu des possibilités offertes par la source de données. En examinant la propension de la population ouagalaise à former des

ménages nucléaires, ou au contraire à inclure des membres dont les liens de parenté sont inexistantes ou distants du noyau familial, on confronte les thèses du repli sur la famille conjugale et de la manifestation d'un renforcement des solidarités familiales.

Données et méthode d'analyse

Les données

Les données utilisées pour explorer les questions de recherche sont issues des trois EDS réalisées à ce jour au Burkina Faso, respectivement en 1993, 1998/99 et 2003. Au total 5 143 ménages ont été couverts lors de la première EDS, dont 1 097 ménages à Ouagadougou. La deuxième EDS a concerné 4 812 ménages dont 745 ménages à Ouagadougou et enfin la dernière EDS de 2003 a porté sur 9 097 ménages dont 478 à Ouagadougou. Préalablement à l'administration du questionnaire individuel destiné aux femmes éligibles du ménage (15-49 ans) et à quelques-uns des époux (15-59 ans), un questionnaire ménage a été administré à tous les ménages sélectionnés. Celui-ci comporte des informations détaillées sur la composition des ménages, dont le lien de parenté avec le chef de ménage, le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, les caractéristiques du logement et les biens possédés par les membres du ménage. Le ménage à Ouagadougou en 1993, 1998-99 et 2003 constitue l'unité d'analyse de la présente étude.

Les méthodes d'analyse

Les variables

Le type de ménage constitue la variable dépendante de la recherche. La définition de la nucléarité adoptée ici se rapporte à tous les ménages formés par un chef vivant seul(e), avec conjoint(e)s et/ou enfants biologiques. Les ménages non nucléaires sont ceux dans lesquels d'autres personnes sont présentes en plus des membres du ménage nucléaire. Cette variable est représentée sur forme dichotomique, prenant la valeur 1 (ménage nucléaire) et 0 (ménage non nucléaire). La deuxième variable dépendante est la taille du ménage. À ce niveau, nous avons distingué d'une part les ménages de taille inférieure à 5 personnes que nous qualifions de ménages de petite taille et de l'autre, les ménages dont la taille est égale ou supérieure à 5 personnes, que nous considérons comme étant des ménages de grande taille. Cette variable est également représentée sous forme dichotomique, prenant la valeur 1 pour un ménage de petite taille et la valeur 0 dans le cas d'un ménage de grande taille.

Le choix des variables explicatives repose sur les déterminants de la nucléarisation mis en évidence dans le cadre de la revue de la littérature, ainsi que sur les opportunités d'analyse offertes par les sources de données. L'analyse explicative est basée sur deux niveaux de variables indépendantes, soit les caractéristiques du ménage (proxy du niveau socioéconomique) et celles du chef de ménage. Les variables concernant le chef de ménage sont le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et le statut matrimonial, ce dernier n'étant toutefois disponible dans le questionnaire ménage que pour les deux premières EDS.

Tableau 1 : Description du proxy du niveau socio-économique du ménage

Variabes	Modalités
<i>Niveau socio-économique</i>	1 Pauvre 2 Intermédiaire 3 Nanti
<i>Source d'eau de boisson</i>	1 Barrage, autre 2 Puits 3 Robinet public, camion à citerne, vendeur d'eau 4 Canalisation, eau embouteillée, forage
<i>Aisance</i>	1 Sans facilités, brousse, autre 2 Toilette traditionnelle, fosse, latrine simple 3 Latrine ventilée améliorée, fosse 4 Toilette à chasse d'eau
<i>Électricité</i>	1 Sans 2 Avec
<i>Recouvrement sol</i>	1 Terre, sable, crottin, boue, autre 2 Ciment 3 Bandes de vinyle ou d'asphalte, carpeete 4 Parquets, bois polis, tuiles

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

À partir des informations relatives aux caractéristiques du logement, nous avons construit un proxy du statut socio-économique (tableau 1). Cette variable indépendante, constituée de 3 modalités (pauvre, intermédiaire et nanti), résulte de la prise en compte de la source d'eau de boisson, de l'équipement d'aisance, de l'électrification et du recouvrement du sol de l'habitation. Des regroupements de modalités ont dû être effectués afin d'assurer la comparabilité des données des trois EDS.

Aux fins de l'analyse multivariée, toutes les variables, y compris la variable dépendante, ont été dichotomisées. La répartition de l'échantillon selon les variables dépendantes et indépendantes sera traitée dans la section présentant les résultats de l'analyse descriptive (tableau 4) qui décrit l'évolution des ménages de 1993 à 2003.

La stratégie d'analyse

La stratégie d'analyse vise à dégager l'évolution de la composition et de la taille des ménages à Ouagadougou, afin de vérifier les hypothèses de nucléarisation et de diminution de la taille des ménages, et pour en identifier les principaux déterminants par le biais d'une régression logistique. Rappelons que la régression logistique est communément utilisée pour l'analyse d'une proportion. La modélisation vise à déterminer les facteurs susceptibles d'expliquer la présence de ces caractéristiques dans la population de Ouagadougou, les estimés étant présentés sous la forme de rapports de chance, exprimant pour la première hypothèse le rapport entre les ratios des ménages nucléaires et non nucléaires, et le rapport entre les ratios des ménages de taille réduite et de grande taille dans le cas de la seconde hypothèse.

La régression logistique fait partie de la famille des modèles dits log-linéaires, qui ont pour but l'analyse des ratios par l'établissement d'une relation causale entre une caractéristique et des

variables explicatives. Le modèle de régression est fondé sur l'hypothèse d'indépendance des variables explicatives, qui agiraient indépendamment les unes des autres, et dont les effets s'ajouteraient les uns aux autres. Il mesure l'influence d'une variable indépendante tout en contrôlant l'influence des autres variables indépendantes sur la variable expliquée. La quantité modélisée dans la régression logistique est constituée du rapport de deux populations distinctes, celle qui a la caractéristique étudiée (en proportion p_i) et celle qui ne l'a pas ($1-p_i$) :

$$R_i = \frac{p_i}{1-p_i}$$

Il convient cependant de remarquer les limites inhérentes à cette approche analytique qui omet le facteur temps, et traite la nucléarisation et la taille comme des caractéristiques permanentes déjà présentes au moment de l'observation, alors qu'elles constituent en fait des caractéristiques acquises et variant dans le temps. On mesure donc ici la présence de ménages nucléaires et de ménages de faible taille, mais non le risque pour un ménage de devenir nucléaire ou de diminuer en taille, puisqu'on ne sait pas à quel moment les ménages sont devenus nucléaires ou de faible taille. De plus, le modèle n'intègre pas l'effet des migrations – pourtant importantes au Burkina Faso – sur la composition et la taille du ménage. Ces limitations sont essentiellement dues aux caractéristiques de la source de données utilisée dans le cadre de la présente étude.

Certaines variables pertinentes sont absentes des EDS : composition des ménages par génération, nombre d'enfants survivants, noyaux, âge au mariage, circulation des enfants et migration des adultes comme mesures de la pratique de la solidarité familiale. Ce qui fait dire à Bongaarts (2001 : 268) que les données de l'EDS ne favorisent pas l'étude de la complexité des familles car peu de dimensions de ce phénomène peuvent y être appréhendées.

Résultats

Analyse descriptive

Structure par âge et sexe de la population du Burkina Faso et de Ouagadougou

La distribution de la population du Burkina Faso par grands groupes d'âge révèle une légère tendance au vieillissement. En effet, la proportion des moins de 15 ans est passée de 40,9% en 1993 à 39,3% en 1998/1999 puis à 33,4% en 2003. L'âge moyen de la population dans son ensemble a augmenté d'environ deux ans au cours de la décennie (tableau 2).

Tableau 2 : Âge moyen de la population selon le sexe du chef de ménage, Burkina Faso, 1993, 1998/1999 et 2003

Sexe du chef de ménage	EDS		
	1993	1998/99	2003
<i>Homme</i>	21,0 ans	21,4 ans	23,4 ans
<i>Femme</i>	21,4 ans	22,0 ans	22,5 ans
<i>Ensemble</i>	21,0 ans	21,5 ans	23,2 ans

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

La répartition de la population de Ouagadougou par sexe diffère quelque peu d'une EDS à l'autre. Alors qu'à l'enquête de 1993, l'on enregistrait au sein des ménages un léger surplus masculin (rapport de masculinité de 109,4%), les deux EDS suivantes indiquent plutôt un léger déficit masculin, avec des rapports de masculinité de 96,0% (1998/99) et de 93,1% (2003). Il semble y avoir une tendance à la féminisation de la population des ménages à Ouagadougou.

La taille moyenne des ménages est relativement plus faible à Ouagadougou qu'ailleurs au Burkina Faso (tableau 3). On observe un léger déclin de la taille moyenne des ménages entre 1993 et 2003 dans l'ensemble du Burkina Faso, à la fois pour Ouagadougou et dans les milieux ruraux et urbains. Au niveau de l'ensemble du pays, cette diminution a eu lieu entre 1998/99 et 2003. Cependant la zone rurale a connu une légère hausse de la taille des ménages entre 1993 (6,8) et 1998/99 (7,0), pour finalement revenir près du niveau de 1993 en 2003 (6,7). Le changement est plus grand en milieu urbain (6,1 à 5,6) y compris Ouagadougou (5,9 à 5,5).

Par ailleurs, le taux de chef de ménage de sexe féminin (tableau 3) à Ouagadougou est près du double de ce qu'il représente au niveau national en 1993 (11,7%) et en 2003 (16,9%). On assiste ici aussi à un processus de féminisation en hausse, surtout à Ouagadougou et en milieu urbain.

Tableau 3 : Taille moyenne du ménage et taux de chef de ménage de sexe féminin selon le milieu de résidence, Burkina Faso, 1993, 1998/99 et 2003

Milieu de résidence	EDS Burkina Faso		
	1993	1998/99	2003
<i>Taille moyenne des ménages (personnes)</i>			
Ensemble (Burkina Faso)	6,7	6,7	6,5
Milieu rural	6,8	7,0	6,7
Milieu urbain	6,1	5,6	5,6
Ouagadougou	5,9	5,6	5,5
<i>Taux de chefs de ménage de sexe féminin (%)</i>			
Ensemble (Burkina Faso)	6,5	6,8	9,4
Milieu rural	5,0	5,0	7,5
Milieu urbain	12,8	15,5	16,5
Ouagadougou	11,7	16,6	16,9

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Variables indépendantes et dépendantes : analyses univariées, bivariées et trivariées

Le tableau 4 présente la répartition de la population de Ouagadougou selon les diverses variables retenues dans le modèle de régression et résume l'essentiel des résultats des analyses univariées, bivariées et trivariées. Des commentaires et d'autres tableaux seront fournis à titre explicatif tout au long du texte des prochaines sections. Il est à noter que les résultats de certaines analyses descriptives sont incorporés dans le texte sans toutefois faire l'objet d'un tableau.

Tableau 4 : Répartition (en %) des ménages de Ouagadougou selon les variables dépendantes et indépendantes en 1993, 1998/1999 et 2003

VARIABLE DÉPENDANTE			
	EDS 1993	EDS 1998/1999	EDS 2003
Type de ménage			
Nucléaire	40,5	41,9	43,3
Non nucléaire	59,5	58,1	56,7
Taille du ménage			
Moyenne	5,9 personnes	5,6 personnes	5,5 personnes
Moins de 5 personnes	41,2	45,6	46,6
5 personnes et +	58,8	54,4	53,4
VARIABLES INDÉPENDANTES			
	EDS 1993	EDS 1998/1999	EDS 2003
Caractéristiques du ménage			
Niveau socio-économique			
Pauvre	43,6	42,1	40,5
Intermédiaire	49,4	46,2	59,5
Nantis	7,0	11,7	0
Caractéristiques du chef de ménage			
Sexe			
Femme	11,7	16,6	16,9
Homme	88,3	83,4	83,1
Âge			
15-29 ans	19,9	23,3	17,4
30-39 ans	34,9	31,1	32,9
40-49 ans	22,8	26,2	24,9
50-59 ans	14,7	12,1	13,8
60 ans et +	7,7	8,3	10,9
Niveau d'instruction			
Sans instruction	52,9	46,8	38,0
Primaire	17,5	18,3	19,1
Secondaire et +	29,6	34,9	42,9
Statut matrimonial			
Divorcé(e), séparé(e) ou veuf(ve)	8,8	8,8	-----
Jamais marié(e)	15,2	19,1	-----
Actuellement marié(e)	76,0	72,1	-----

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Sexe et âge du chef de ménage

Plus des quatre-cinquièmes des Ouagalais et des Ouagalaises vivent dans des ménages dirigés par des hommes ; toutefois, la proportion de la population dont le chef de ménage est une femme a tendance à augmenter dans le temps. D'un peu moins de 10% (9,6%) en 1993, cette proportion est passée à 15% en 1998 puis à 16,1% en 2003 (tableau non présenté). Parallèlement, plus de 80% des ménages restent dirigés par un homme. Cependant, on observe l'augmentation des chefs de ménage de sexe féminin, qui constituent près de 17% pour l'ensemble des ménages comparativement à moins de 12% en 1993 (tableau 4).

En conséquence du vieillissement de la population, de plus en plus de Ouagalais et de Ouagalaises ont un chef de ménage d'âge avancé. En effet, 10,2%, 12,8% et 19,3% de la population sont respectivement dans des ménages dont le chef est âgé de 60 ans et plus en 1993, 1998/99 et 2003 (tableau non présenté). Les chefs de ménages de sexe féminin sont en moyenne plus âgées que leurs homologues masculins ; celles de 50 ans et plus représentent au moins 30% dans chacune des EDS, alors que la proportion des hommes chefs âgés d'au moins 50 ans n'atteint jamais 25 %. La proportion de ménages dirigés par de jeunes chefs (15-19 ans) diminue de 19,9% (1993) à 17,4% (2003).

Le tableau 5, qui récapitule l'âge moyen des chefs de ménage selon le sexe, confirme le caractère un peu plus âgé des femmes comparativement à leurs homologues. Dans l'ensemble, l'âge moyen des chefs a augmenté de 1993 (40,1 ans) à 2003 (41,3 ans), de même que l'écart d'âge entre les chefs des deux sexes, qui est passé de 2,2 en 1993, à 5,1 puis à 4,1 en 2003.

Tableau 5 : Âge moyen des chefs de ménage selon le sexe du chef de ménage, Ouagadougou, 1993, 1998/99 et 2003

Sexe du chef de ménage	EDS		
	1993	1998/99	2003
<i>Homme</i>	39,8 ans	38,1 ans	40,6 ans
<i>Femme</i>	42,0 ans	43,2 ans	44,7 ans
<i>Ensemble</i>	40,1 ans	39,8 ans	41,3 ans

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Type et composition du ménage

Selon les trois enquêtes, dans l'ensemble environ le tiers des personnes sont membres d'une famille nucléaire, alors que près de 40% des ménages sont nucléaires. Conformément à la théorie de la nucléarisation, les données (tableau 4) indiquent une faible tendance à l'augmentation de la proportion des ménages nucléaires, de 40,5 (1993) à 41,9 (1998/99) et à 43,4 (2003).

Les ménages comportant deux adultes de sexe différent sont plus nombreux et en augmentation quand ils sont dirigés par un homme, alors qu'ils diminuent dans le cas des chefs de sexe féminin (tableau non présenté). Ainsi, en 1993 il y a deux fois plus de ménages dirigés par des hommes qui sont dans cette situation, comparativement à trois fois plus en 1998/99 et à près de 25% de plus que pour les ménages dirigés par des femmes en 2003. Les ménages formés de trois adultes et plus, unis par un lien de parenté, plus fréquents en 1993 dans le cas des ménages dirigés par un homme (61,6% comparativement à 40,9%), sont au contraire plus nombreux pour les chefs féminins en 2003 (54,5% versus 52,7%).

Les ménages nucléaires et élargis sont représentés à Ouagadougou presque dans toutes les trois enquêtes respectivement dans des proportions de 2/5 et 3/5. Lorsque la distinction est faite selon le sexe du chef de ménage, la part des ménages nucléaires est nettement plus élevée dans le cas dans le cas des ménages dirigés par un homme comparativement à ceux dirigés par une femme (41,5 versus 33,1% en 1993; 45,0 versus 26,6% en 1998/99 et 46,9 versus 27,2% en 2003). Les ménages dirigés par des femmes renferment une proportion plus faible (1/3 ou moins) de membres de la famille nucléaire (tableau non présenté ici).

En d'autres termes, la complexité de la structure des ménages dont le chef est une femme est plus grande et s'accroît dans le temps. Ainsi, les « autres parents » y sont davantage représentés, atteignant respectivement 17% (1993), 16% (1998/99) et 18% (2003), comparativement à près de 12% dans le cas des ménages dirigés par des hommes. Un autre fait notable est la proportion des petits-enfants, qui est près de quatre fois plus élevée et en augmentation (plus de 10% en 2003, versus 8,6% en 1993). La proportion des « sans lien de parenté » y est également plus grande que pour les chefs de ménage de sexe masculin. Enfin, les membres de la belle-famille (beaux-fils, belles-filles et beaux-parents) se retrouvent plus fréquemment dans leurs ménages.

Taille du ménage

La proportion de ménages de grande taille (dix personnes et plus) a diminué, en passant d'environ 37% en 1993 à près de 30% en 1998 et 2003 (tableau non présenté). Pendant ce temps, les ménages de moins de cinq personnes ont augmenté ; d'un peu plus de 41% en 1993, ils atteignent près de 47% en 2003 (tableau 4). On observe grosso-modo deux tendances en ce qui concerne l'évolution de la taille des ménages selon le sexe du chef (tableau 6). D'une part la taille moyenne des ménages des hommes diminue au fil du temps, contrairement aux ménages des femmes, dont la taille augmente. Toutefois, dans l'ensemble, la taille moyenne a légèrement baissé, en raison de l'importance numérique des ménages dirigés par des hommes.

Tableau 6 : Taille moyenne des ménages selon le sexe du chef de ménage, Ouagadougou, 1993, 1998/99 et 2003

Sexe du chef de ménage	EDS		
	1993	1998/1999	2003
<i>Homme</i>	6,1	5,7	5,6
<i>Femme</i>	4,8	5,1	5,2
<i>Ensemble</i>	5,9	5,6	5,5

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Les ménages de taille réduite (moins de cinq personnes) se retrouvent essentiellement dirigés par des chefs âgés de moins de 40 ans en 1993, et de moins de 45 ans en 1998 et 2003 (tableau non présenté). Ceux de grande taille (dix personnes et plus) sont surtout dirigés par des chefs âgés de 40 ans et plus en 1993 et en 2003, et de 35 ans et plus en 1998/1999. La plus forte proportion de ménages de taille intermédiaire (cinq à neuf) se retrouve dirigée par des chefs âgés de 30 à 44 ans en 1993, de 35 à 64 ans en 1998/1999 et de 35 à 54 ans en 2003.

Niveau d'instruction du chef de ménage

Dans l'ensemble, le niveau d'instruction de la population de Ouagadougou s'est amélioré au cours de la décennie. En effet, les personnes sans instruction, qui représentaient presque la moitié de la population (49,3%) en 1993, n'en constituent que les deux-cinquièmes (39,9%) dix ans plus tard. Au cours de la même période, les personnes de niveau d'instruction secondaire et plus sont passées de 20,7% à 29,0%. La proportion des personnes sans instruction est beaucoup plus faible dans les ménages dirigés par des femmes, et l'écart entre les sexes passe de 4,4% en 1993 à 9,9% en 1998/99 et 11% en 2003. Paradoxalement, le niveau moyen d'instruction des femmes chefs de ménage est plus bas que celui des hommes.

Les chefs de ménage sont eux aussi de plus en plus instruits au fil du temps (tableau 4). Alors que près de la moitié d'entre eux (52,9%) étaient sans instruction en 1993, ils ne sont plus que 46,8% en 1998 puis 38% en 2003. Parallèlement, la proportion de chefs ayant une instruction primaire a augmenté de 17,5% à 18,3% puis à 19,1%. Enfin, les chefs de ménages de niveau secondaire et plus sont passés d'un peu moins d'un tiers (29,6%) à 34,9%, puis à 42,9% (tableau 4). Fait à noter, l'écart d'instruction entre les chefs de sexe masculin et de sexe féminin s'est considérablement réduit.

Niveau socio-économique du ménage

Grâce au proxy du niveau de vie des ménages, on constate que la proportion de ménages intermédiaires a fortement augmenté, comparativement à celles des ménages pauvres et nantis. (tableau 4). Elle est en effet passée de 49,4% en 1993 à 46,2% puis à 59,5%. Cette augmentation résulte en partie d'une légère diminution des ménages pauvres (43,6% à 42,1% et à 40,5%), mais elle s'est essentiellement effectuée à travers l'appauvrissement des ménages les mieux nantis, dont la proportion en 2003 est quasi-nulle, sur la base des critères de niveau socio-économique retenus.

Composition et taille du ménage selon le niveau d'instruction du chef de ménage et le statut socio-économique du ménage

Les chefs sans instruction ont plus souvent tendance que les autres à former des ménages nucléaires (44,8% en 1993 et 48,9% en 1998/1999), sauf en 2003, où la proportion de ménages nucléaires la plus forte est pour les chefs de niveau primaire (51,1%). La proportion des ménages nucléaires la plus faible se retrouve parmi les chefs de niveau secondaire et plus, alors qu'elle ne dépasse pas 35,5%. La propension à diriger un ménage composé à la fois de parents et de non parents est toujours plus élevée chez les chefs de niveau d'instruction secondaire et plus.

Dans le cas de la catégorie sans instruction, la diminution des ménages de grande taille (dix et plus) s'est effectuée essentiellement en faveur d'une augmentation des ménages comportant de cinq à neuf membres, et dans une moindre mesure pour les ménages de faible taille. Par contre, pour les chefs de niveaux primaire et secondaire, la hausse des ménages de taille inférieure à cinq s'est opérée alors que la proportion des ménages comptant cinq à neuf membres ou dix membres et plus a diminué.

Tableau 7 : Répartition des ménages selon la composition et le niveau d'instruction du chef, Ouagadougou, 1993, 1998/1999 et 2003

Type de ménage	Niveau d'instruction du chef de ménage								
	1993			1998			2003		
	<i>Sans</i>	<i>Prim.</i>	<i>Sec. et +</i>	<i>Sans</i>	<i>Prim.</i>	<i>Sec. et +</i>	<i>Sans</i>	<i>Prim.</i>	<i>Sec. et +</i>
<i>Nucléaire</i>	44,8	41,7	31,6	48,1	43,2	32,5	48,9	51,1	35,5
<i>Parenté</i>	42,3	39,3	39,4	44,2	41,7	45,2	41,7	34,4	34,9
<i>Par. et NP</i>	12,8	19,0	29,1	7,7	15,2	22,2	9,4	14,4	29,6
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : EDS Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

La proportion des ménages de moins de cinq personnes est nettement plus élevée chez les chefs de ménages ayant un niveau secondaire et au-delà (tableau 8). Cette tendance s'observe dans les trois enquêtes. Parallèlement, pour les ménages où le chef est sans instruction ou de niveau primaire, la proportion des ménages de moins de cinq personnes n'est pas dominante.

Tableau 8 : Répartition des ménages selon la taille et le niveau d'instruction du chef, Ouagadougou, 1993, 1998/1999 et 2003

Nbre de pers.	Niveau d'instruction du chef de ménage								
	1993			1998/1999			2003		
	Sans	Prim.	Sec. et +	Sans	Prim.	Sec. et +	Sans	Prim.	Sec. et +
< 5	39,2	39,8	45,5	39,6	41,7	56,4	40,3	40,7	55,4
5 à 9	39,7	47,9	38,3	44,7	50,0	36,1	42,5	45,1	36,8
10 et +	21,1	12,3	16,2	15,7	8,3	7,5	17,1	14,3	7,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

La répartition des ménages selon la taille et le statut socio-économique (tableau 9) démontre que les ménages nantis comptent majoritairement cinq à neuf personnes (près de 50%). Par contre, les ménages pauvres ont une taille inférieure à cinq, à raison de 43,4%, 47,4% et 46,6% respectivement en 1993, 1998/1999 et 2003. Enfin, les ménages intermédiaires se répartissent également entre la taille inférieure à cinq et la taille cinq à neuf en 1993, pour ensuite être majoritaires dans les ménages de petite taille en 1998/1999 (46,5%) et 2003 (46,8%).

Tableau 9 : Répartition des ménages selon la taille et le statut socio-économique du ménage, Ouagadougou, 1993, 1998/1999 et 2003

Nbre de pers.	Statut socio-économique du ménage								
	1993			1998/99			2003		
	Pauvres	Interm.	Nantis	Pauvres	Interm.	Nantis	Pauvres	Interm.	Nantis
< 5 pers	43,4	41,0	25,9	47,4	46,5	36,8	46,6	46,8	0,0
5 à 9	38,9	41,6	50,6	41,4	41,5	49,3	41,5	39,8	0,0
10 et +	17,7	17,4	23,5	11,2	12,0	13,8	11,9	13,4	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Analyse de l'effet des variables indépendantes

Facteurs influençant la nucléarisation des ménages

Le tableau 10 récapitule les rapports de chances des variables de la régression logistique sur le type de ménage (nucléaire ou pas) à Ouagadougou de 1993 à 2003. L'analyse de régression confirme que le sexe du chef de ménage constitue l'une des variables les plus déterminantes du type de ménage. En effet, les ménages dirigés par un homme ont entre 1,4 et 2,3 fois plus de chance d'être de type nucléaire et ce pour les trois enquêtes. De plus, les chances d'appartenir à un ménage nucléaire augmentent légèrement d'une année à l'autre.

L'effet de l'âge est généralement significatif (sauf dans deux cas) ; plus le chef de ménage avance en âge, moins il semble susceptible de vivre dans un ménage nucléaire, surtout en 2003, alors que les chefs âgés de 60 ans et plus ont 92% de chances en moins que les jeunes de 15 à 29 ans de diriger un ménage nucléaire.

Tableau 10 : Rapports de chance des variables de la régression logistique sur le type de ménage, Ouagadougou, 1993, 1998/99 et 2003

VARIABLE DÉPENDANTE					
Type de ménage					
(1) Nucléaire (chef seul ou avec présence de conjoint(e)s et/ou d'enfants biologiques)					
(0) Non nucléaire (présence d'autres personnes)					
	EDS 1993		EDS 1998/99		EDS 2003
VARIABLES INDÉPENDANTES					
Caractéristiques du ménage					
<i>Niveau socio-économique</i>					
(Pauvre)					
Intermédiaire	0,93	0,93	0,93	0,94	1,91**
Nanti	0,56**	0,54**	0,59*	0,57*	---
Caractéristiques du chef de ménage					
<i>Sexe</i>					
(Femme)					
Homme	1,82**	1,41*	1,92**	2,07***	2,31**
<i>Âge</i>					
(15 à 29 ans)					
30-39 ans	0,71***	0,66**	0,59**	0,52**	0,70
40-49 ans	0,44***	0,40***	0,69	0,59*	0,54*
50-59 ans	0,51**	0,47***	0,47**	0,39***	0,32**
60 ans et +	0,32***	0,29***	0,33**	0,45***	0,08***
<i>Niveau d'instruction</i>					
(Sans instruction)					
Primaire	0,74*	0,76*	0,67*	0,67*	0,92
Secondaire et +	0,50***	0,52***	0,42***	0,45***	0,47**
<i>Statut matrimonial</i>					
(Divorcé(e), séparé(e) ou veuf(ve))					
Jamais marié(e)	0,77		1,49		
Actuellement marié(e)	0,62*		1,13		

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Note : Seuils de signification : * 10% (z : ± 1,645), ** 5% (z : ± 1,96), *** 1% (z : ± 2,58).

Les coefficients relatifs à l'instruction sont généralement significatifs et révèlent que les chefs de niveau primaire risquent moins d'être dans un ménage nucléaire que les chefs sans instruction, ceci étant d'autant plus vrai pour les chefs de niveau secondaire et plus. En 1993, un chef de ménage d'instruction primaire a 26% moins de chance qu'un chef sans instruction de diriger un ménage nucléaire, et 33% en 1998/99. Le niveau secondaire et plus est associé à un rapport de chance de l'ordre de 0,50 dans toutes les régressions, sauf en 1998/99 où il est de 0,42.

Le statut matrimonial a été incorporé dans le modèle de régression pour les EDS de 1993 et de 1998/1999, en raison de son lien probable avec le type et la taille de ménage. Par ailleurs, il est important de noter que cette variable n'est pas une caractéristique fixe, puisque les individus

vivent en fait un itinéraire matrimonial composé de diverses transitions tout au long de leur vie. C'est pourquoi nous avons produit des modèles de régression incluant puis excluant le statut matrimonial. Les chefs de ménage actuellement mariés en 1993 ont 38% moins de chance que ceux qui sont en rupture d'union d'appartenir à un ménage nucléaire. Les autres résultats se rapportant au statut matrimonial ne sont pas significatifs.

Les coefficients relatifs au niveau socioéconomique du ménage varient d'une enquête à l'autre. Ainsi, comparativement aux ménages pauvres, les ménages nantis ont 44% à 46% (dépendamment des modèles) moins de chance d'être nucléaires en 1993, comparativement à 41% et 43% en 1998/1999. Les écarts entre les niveaux socio-économiques pauvre et intermédiaire tendent donc à s'atténuer avec le temps. Le coefficient du niveau intermédiaire n'est significatif qu'en 2003, associé à plus de deux fois plus de chances d'être dans un ménage nucléaire que pour les ménages pauvres.

Facteurs influençant la taille des ménages

Le tableau 11 récapitule les rapports de chance des variables de la régression logistique sur la taille du ménage (taille réduite ou non) à Ouagadougou de 1993 à 2003. Il ressort ici également que les ménages dirigés par des hommes ont tendance à être de grande taille comparativement à ceux ayant une femme à leur tête (le rapport de chance varie de 1,41 à 2,31 dépendamment des années et des modèles). Qui plus est, l'écart entre les sexes augmente dans le temps. De plus, comparativement aux chefs âgés de moins de 30 ans, les chefs de ménage plus âgés ont significativement plus de chances de diriger des ménages de grande taille,

Dans les deux EDS de 1993 et de 1998/1999 où l'information existe, les ménages où le chef est célibataire ont, comme on pouvait s'y attendre, significativement plus de chance d'être dans un ménage de petite taille, comparativement aux ménages où le chef a déjà été marié. Enfin, en 1993 et 1998/1999, on observe une tendance des ménages nantis à être de plus grande taille que les ménages pauvres, les rapports de chance de la deuxième série de modèles variant de 0,51 à 0,59. Enfin, alors que les coefficients du niveau d'instruction secondaire et plus ne sont pas significatifs, on constate que les chefs de niveau primaire, dont les rapports de chance sont significatifs sauf en 2003, ont entre 33% et 37% moins de chance d'être dans des ménages de taille réduite que les chefs sans instruction.

Discussion

La revue de la littérature a démontré la diversification et la complexité des structures familiales, et l'absence de schéma d'évolution unique. Par ailleurs, les EDS semblent confirmer l'existence d'un phénomène de nucléarisation (Pilon et Vignikin : 2006). Nous avons voulu vérifier cette thèse en nous intéressant, à partir des EDS, aux tendances de la composition et de la taille des ménages ouagalais entre 1993 et 2003. Si les structures familiales burkinabé étaient complexes et diversifiées durant les années soixante-dix (Roy, 1985), un processus de nucléarisation s'amorçait au cours des années quatre-vingt-dix (Baya, 2003) à Bobo Diolasso, seconde ville du Burkina Faso.

Tableau 11 : Rapports de chance des variables de la régression logistique sur la taille des ménages, Ouagadougou, 1993, 1998/99 et 2003

VARIABLE DÉPENDANTE					
Taille des ménages					
(1) Ménage de taille réduite (moins de 5 personnes)					
(0) Ménage de grande taille (5 personnes et +)					
	EDS 1993		EDS 1998/99		EDS 2003
VARIABLES INDÉPENDANTES					
Caractéristiques du ménage					
<i>Niveau socio-économique</i>					
<i>(Pauvre)</i>					
Intermédiaire	0,93	0,92	0,87	0,87	1,00
Nantis	0,52*	0,51**	0,68	0,59*	
Caractéristiques du chef de ménage					
<i>Sexe</i>					
<i>(Femme)</i>					
Homme	1,06	0,50***	0,75	0,65*	0,74
<i>Âge</i>					
<i>(15 à 29 ans)</i>					
30-39 ans	0,28***	0,16***	0,36***	0,23***	0,27***
40-49 ans	0,08***	0,04***	0,13***	0,08***	0,07***
50-59 ans	0,10***	0,05***	0,07***	0,04***	0,03***
60 ans et +	0,13***	0,07***	0,11***	0,07***	0,05***
<i>Niveau d'instruction</i>					
<i>(Sans instruction)</i>					
Primaire	0,63**	0,67**	0,64*	0,64*	0,90
Secondaire et +	0,77	0,93	1,00	1,25	1,33
<i>Statut matrimonial</i>					
<i>(Divorcé(e), séparé(e) ou veuf(ve))</i>					
Jamais marié(e)	2,66**		2,64**		
Actuellement marié(e)	0,28***		0,73		

Sources : EDS du Burkina Faso 1993, 1998/99 et 2003.

Note : Seuils de signification : * 10% ($z : \pm 1,645$), ** 5% ($z : \pm 1,96$), *** 1% ($z : \pm 2,58$).

Il ressort des analyses descriptives réalisées dans le cadre de la présente recherche que l'importance des ménages nucléaires à Ouagadougou s'est légèrement accrue, en passant de 40,5% (1993) à 41,9% (1998/1999) puis à 43,3% (2003). Parallèlement, la taille moyenne des ménages a diminué de 5,9 (1993) à 5,6 (1998/1999) et à 5,5 (2003), la proportion de ménages moins de 5 personnes passant de 41,2% à 46,6%.

Sexe et âge du chef de ménage

La littérature indique généralement une structure et une taille différentielles selon le sexe du chef de ménage, les femmes dirigeant des ménages d'une moindre complexité. Nous avons pourtant constaté que les ménages à chef de sexe féminin, qualifiés de ménages à parentèle, comportent moins de membres de la famille nucléaire et plus souvent des petits-enfants, d'autres parents, des membres de la belle-famille et même des non parents. Par ailleurs, la complexité de ces ménages s'accroît dans le temps, et leur taille moyenne s'accroît (4,8 à 5,2), contrairement à celle des

ménages dirigés par un homme (6,1 à 5,6). On assiste à une féminisation du taux de chef de ménage (11,6% à 17,7%) et à l'augmentation parallèle de ménages complexes et de grande taille. Selon les régressions logistiques que nous avons effectuées, le sexe du chef de ménage constitue l'une des variables les plus déterminantes. Les ménages dirigés par un homme ont environ deux fois plus de chances d'être nucléaires, tendance qui s'accroît dans le temps. Il ressort aussi que les ménages à chef masculin ont une plus forte tendance à être de grande taille que ceux ayant une femme à leur tête, quoique les écarts de chances se réduisent avec le temps.

Les résultats des analyses par rapport à l'âge confirment ce qui était anticipé à la lumière de la littérature. En premier lieu, rappelons que l'âge moyen des chefs de ménage a augmenté (40,1 à 41,3). Selon nos analyses multivariées, plus le chef de ménage est âgé, moins il est susceptible de diriger un ménage nucléaire, surtout en 2003. Par ailleurs, la deuxième régression démontre que les chefs de ménage âgés de plus de 29 ans ont nettement moins de chance de diriger un ménage de faible taille que les 15-29 ans.

Effet de l'instruction

Les divers courants théoriques attribuent un rôle essentiel à l'éducation dans la transformation des structures familiales. En vertu de la littérature dominante, si la convergence vers un système familial nucléaire était en cours au Burkina Faso, alors la taille et la complexité des ménages de Ouagadougou seraient moindres dans les segments les plus éduqués de la population. Le niveau d'instruction de l'ensemble de la population ouagalaise et des chefs de ménage s'est amélioré, et l'écart s'est réduit entre les chefs de sexe masculin et féminin. Quand le chef de ménage est sans instruction ou de niveau primaire, la proportion de ménages de moins de cinq personnes n'est pas dominante. Par contre, elle l'est pour ceux qui ont fait des études secondaires ou supérieures, dont les ménages sont pourtant moins souvent de type nucléaire. L'importance relative des ménages de taille supérieure à quatre diminue quand les chefs sont de niveaux primaire ou secondaire.

L'analyse de régression démontre une influence différentielle des divers niveaux de scolarité à travers le temps. Ainsi, en 1993, une instruction de niveau primaire diminue par 24% (ou 26% dépendamment des modèles) les chances de résider dans un ménage nucléaire par rapport à la catégorie sans scolarité, comparativement à 33% en 1998/1999. Le niveau secondaire et plus est associé à un rapport de chance d'environ 0,50 en 1993, mais à une valeur variant de 0,42 à 0,45 en 1998/1999 et de 0,47 en 2003. Enfin, en 1993 les chefs de ménage de niveau primaire ont 37% (ou 33% selon le modèle) moins de chance que les chefs sans instruction de vivre dans un ménage de petite taille, et 36% en 1998/1999.

Facteurs économiques

La revue de la littérature a démontré l'existence d'un lien entre les conditions socio-économiques, la structure et la taille des ménages. On anticipe une transformation des caractéristiques des ménages dans un contexte de dégradation de la situation économique. Certaines études ont démontré que les manifestations de solidarité des ménages aisés en période de crise économique les amènent à être plus grands et plus complexes que les ménages vivant sous le seuil de pauvreté. À travers nos analyses descriptives, nous avons constaté que la dégradation de la situation socioéconomique à Ouagadougou est associée à l'appauvrissement des ménages les mieux nantis (dont la proportion est quasi-nulle en 2003), à une diminution des

ménages pauvres (43,6% en 1993 à 40,5% en 2003) et l'augmentation de l'importance relative des ménages intermédiaires (49,4% à 59,5%).

Comparativement aux ménages pauvres, les ménages nantis ont 41% à 43% (dépendamment des modèles) moins de chance d'être nucléaires en 1998/1999, comparativement à 44% moins de chance en 1993. Les écarts entre les deux catégories ont donc tendance à s'accroître avec le temps. Les ménages de niveau intermédiaire ont deux fois plus de chances d'être nucléaires que les ménages pauvres en 2003. Les coefficients des ménages nantis indiquent que ces derniers ont plus de 50% de chances de moins que les ménages pauvres d'être de taille réduite en 1993, et 41% en 1998/1999.

Autres facteurs démographiques

Les EDS du Burkina Faso ne nous ont pas permis de prendre en compte certaines variables jugées déterminantes dans la revue de la littérature. Mentionnons le niveau de fécondité, la survie des enfants, l'âge au mariage et le type d'union. Nous avons toutefois introduit le statut matrimonial du chef de ménage dans l'analyse des données de 1993 et 1998/1999. Mais les résultats se rapportant à cette variable sont rarement significatifs, sauf en 1993 où les chefs de ménage actuellement mariés ont 38% moins de chance d'appartenir à un ménage nucléaire que ceux qui sont en rupture d'union. Comme on pouvait s'y attendre, les ménages dont le chef est célibataire ont plus de chances (presque trois fois plus) d'être de petite taille que les chefs dont l'union a été rompue (presque 3 fois plus).

Conclusion

Notre communication avait pour objectif d'analyser l'évolution de la structure des ménages à Ouagadougou de 1993 à 2003, à la lumière du paradigme de la nucléarisation de la famille en Afrique. Il ressort que la majorité des ménages à Ouagadougou ne sont pas nucléaires, même si les ménages nucléaires ont légèrement augmenté. Parallèlement, la taille moyenne des ménages a très peu varié au cours de la décennie. Les ménages de grande taille (cinq personnes et plus) restent dominants, avec toutefois une légère augmentation de la proportion des ménages de petite taille (moins de cinq personnes). Les résultats de l'analyse multivariée démontrent que les ménages nantis ont moins de chance d'être nucléaires et de petite taille, alors que ceux dont le chef a une instruction plus importante (secondaire et plus) ont moins de chance d'être nucléaires. Par ailleurs, les ménages de niveau intermédiaire ont presque deux fois plus de chances d'être nucléaires que les ménages pauvres en 2003.

On retiendra également que la grande majorité des ménages restent dirigés par des hommes à Ouagadougou, quoique l'importance relative des femmes chefs ait augmenté. L'âge moyen de ces dernières est supérieur à celui de leurs homologues masculins parce qu'elles deviennent souvent chefs en l'absence de leur conjoint. Bien qu'étant dans un contexte urbain, la proportion des chefs de sexe féminin n'a pas encore atteint la moyenne de 20% qu'elle représenterait en Afrique sub-saharienne selon l'aperçu général de Pilon et al. (1997). Toutefois, comme les femmes chefs de ménage sont souvent veuves et divorcées, avec une moyenne d'enfants à charge plus importante, cette catégorie de ménage devrait faire l'objet d'attention particulière dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Ainsi, les travaux réalisés par Maire et al. (2000) à Dakar et Brazzaville indiquent un appauvrissement de la ration alimentaire dans les ménages dirigés par les femmes.

À la lumière des résultats de notre étude, il apparaît quelque peu osé de tirer des conclusions quant au processus de nucléarisation des ménages à Ouagadougou. Les études portant sur les ménages devraient cependant être souvent renouvelées pour permettre d'appréhender les implications de la dynamique des structures familiales afin d'adapter les politiques familiales en conséquence.

Bibliographie

Adebayo, A. (2002). « Viewpoint », *Cities*, Vol. 19, No. 5, p. 351-355.

Adegboyega O., Ntozi J.P. et J.P. Ssekamatte-Ssebuleba (1997). « The African Family : Data, Concepts and methodology », dans Adepoju, A. (éd.), *Family, population and development in Africa*, London, England, Zed Books, p. 25-40.

Adepoju, A. (1999). *La Famille Africaine - Politiques Démographiques et Développement*, Karthala, Collection Questions D'enfances, 318 p.

Adjamagbo, A., Antoine, P. et V. Delaunay (2004). « Naissances prémaritales au Sénégal : confrontation de modèles urbain et rural », *Cahiers québécois de démographie* », Vol. 33, No. 2, automne, p. 239-272.

Adjamagbo-Johnson, B. (1997). « Législations et changements familiaux en Afrique subsaharienne francophone », dans *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Séminaire CEPED-ENSEA-INS-ORSTOM-URD, Lomé 4-8 décembre 1995, compilés par Pilon, M, Locoh, T., Vignikin, É. et P. Vimard, CEPED, les Études du CEPED, No. 15, p. 239-256.

Agounke, A. (1991). « Les nouvelles formes d'unions en Afrique de l'Ouest : aspirations et ruptures », *Conférence Femme, famille et population*, Ouagadougou, Burkina Faso, 24-29 avril, Vol. 1, p. 96-108.

Akresh, R. (2005). *Risk, Network Quality, and Family Structure : Child Fostering Decisions in Burkina Faso*, Economic Growth Center, Yale University, Center Discussion Paper No. 902, 42 p.

Antoine, P. et P. Bocquier (1992). « Une méthode de recueil de la parenté dans les enquêtes démographiques : un compromis avec l'approche anthropologique », *Cahiers québécois de démographie*, Vol. 21, No. 1, p. 7-27.

Aquilino, W.S. (1990). « The Likelihood of Parent-Adult Child Coresidence ; Effects of Family Structure and Parental Characteristics », *Journal of Marriage and the Family*, Vol. 52, No. 2, May, p. 405-419.

Baya, B. (2003). *Crise des solidarités ou solidarités dans la crise ? Une lecture à partir de l'analyse de la structure des ménages à Bobo-Dioulasso*, AUF, Cinquièmes Journées scientifiques du Réseau de Démographie, Familles au Nord, Familles au Sud, Marseille, France, 23-26 juin 2003.

Beauchemin, C. (2002). « Des villes aux villages : l'essor de l'émigration urbaine en Côte-d'Ivoire », *Annales de géographie*, No. 624, p. 157-178.

Beiton, A. et al. (2002). « Famille et parenté », dans *Science sociales*, Dalloz, Paris, p. 192-210.

- Bongaarts, J. (2001). « Household size and composition in the developing world in the 1990s », *Dirasat Sukkaniyah*, Vol. 55, No. 3, 263-279.
- Burch, T.K. (1967). « The Size and Structure of Families: A Comparative Analysis of Census Data », *American Sociological Review*, Vol. 32, No. 3, June, p. 347-363.
- Burkina Faso (2003a). *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (révision 2003)*, Ministère de l'Économie et du Développement, Ouagadougou, 124 p.
- Burkina Faso (2003b). *La pauvreté en 2003*, INSD, 34 p.
- Burkina Faso (2004). *Enquête démographique et de Santé 2003*, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'Économie et du Développement, Ouagadougou et Macro International Inc., Calverton, 327 p.
- Burkina Faso (2000). *Enquête démographique et de Santé 1998-99*, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'Économie et des Finances, Ouagadougou et Macro International Inc., Calverton, 327 p.
- Burkina Faso (1994). *Enquête démographique et de Santé 1993*, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ouagadougou et Macro International Inc., Calverton, Ministère de l'Économie et des Finances, Ouagadougou, 296 p.
- Caldwell, J.C. (1978). « A Theory of Fertility : From High Plateau to Destabilization », *Population and Development Review*, Vol. 4, No. 4, p. 553-577.
- Caldwell, J.C. (1976). « Toward a Restatement of Demographic Transition Theory », *Population and Development Review*, Vol. 2, No. 2-3, p. 321-366.
- Cordell D. et V. Piché (1997). « Pour une histoire de la famille en Afrique », dans *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*. Séminaire CEPED-ENSEA-INS-ORSTOM-URD, Lomé 4-8 décembre 1995, compilés par Pilon, M., Locoh, T., Vignikin, É. et P. Vimard, CEPED, les Études du CEPED, No. 15, p. 55-74.
- Debpuur, C.Y. (1998). *Household Structure, Women's Autonomy and, Child Health in Ghana*, DAI-A, 58 (07), PhD Degree, Brown University, 271 p.
- Develay A., Sauerborn R. et H.J. Diesfield (1996). « Utilization of health care in an African urban area : results from a household survey in Ouagadougou, Burkina Faso », *Social Science & Medicine*, England, Vol. 43, No. 11, p. 1611-1619.
- Duquette-Ahado, M-T. (1984). *Une réflexion sur la pertinence des concepts utilisés dans l'analyse démographique et sociale à travers les recensements en Afrique de l'Ouest*, M.Sc, Université de Montréal.
- Garenne, M. (1981). *La taille des ménages en Afrique Tropicale*, ORSTOM, Paris, No. 12, 43 p.
- Goode, W.J. (1964). *The Family*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall.

- Goode, W.J. (1963). *World Revolution and Family Patterns*, London, Free Press of Glencoe.
- Gregory, J. W. et V. Piché (1985). « Mode de production et régime démographique », *Revue canadienne des études africaines*, Vol. 19, No. 1, p. 73-79.
- Gregory, J.E., M-H Saint-Pierre et A.B. Simmons (1986). « Structure démographique des ménages et comportement migratoire en Haute-Volta », dans Gauvreau, D., Gregory, J.W., Kempeneers, M. et V. Piché (dir.), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Centre for Developing-Area Studies, No. 21, p. 111-141.
- Gugler, J. (2002). « The Son of the Hawk Does Not Remain Abroad: The Urban-Rural Connection in Africa », *African Studies Review*, Vol. 45, No. 1, April, p. 21-41.
- Keller, S. (2004). « Household Formation, Poverty and Unemployment – The Case of Rural Households in South Africa », *South African Journal of Economics*, Vol. 72, No. 3, September, p. 437-483.
- Klasen, S. et I. Woolard (2000). « Surviving Unemployment without State Support : Unemployment and Household Formation in South Africa ». The Institute for the Study of Labour (IZA), Discussion Paper, No. 237. [Online].
- Kocher, J.E. (1973). « Rural Development, Income Distribution, and Fertility Decline », New York, Population Council.
- Kouamé, A. et J. Schellekens (2002). « Développement rural et attitude à l'égard de la taille de la famille en Côte d'Ivoire », *Population (French Edition)*, 57^e Année, No. 2, March - April, p. 293-326.
- Levy, M.J. Jr. (1967). « Aspects of the Analysis of Family Structure », dans Coale, A.J., Fallers, L.A., Levy, M.J. Jr., Schneider, D.M. et S.S. Tomkins, *Aspects of the Analysis of Family Structure*, Princeton, Princeton University Press, p. 40-63.
- Locoh, T. (1988a). « L'analyse comparative de la taille et de la structure des ménages », dans *Congrès africain de population, 7-12 novembre 1988*, Vol. II, UIESP, Dakar, p. 5.2.117-142.
- Locoh, T. (1988b). « Structures familiales et changements sociaux », dans Tabutin, D. (dir.), *Population et sociétés au Sud du Sahara*, L'Harmattan, 551 p., p. 441-478.
- Maire B., Delpuech F., Tchibindat F, et G. Adoua-Oyila (2000). « Dietary changes in African urban households in responses to currency devaluation : foreseeable risks for health and nutrition », *Public Health Nutrition*, England, Vol. 3, No. 3, p. 293-301.
- Marcoux, R. (1993). *L'école ou le travail. L'activité des enfants et les caractéristiques des ménages en milieu urbain au Mali*, Thèse présentée à la Faculté des études supérieures, Université de Montréal.

Marcoux, R. (1991). « Nuptialité, activités des femmes et maintien de la polygamie en milieu urbain au Mali », dans *Conférence Femme, Famille et Population*, Ouagadougou, Burkina Faso, 24-29 avril 1991, Vol. 1, p. 350-368.

Marcoux, R. (1989). *De la théorie urbaine à la pratique statistique : Essai sur le concept de l'urbain et son apport pour la démographie africaniste*, Document présenté dans le cadre de l'examen de synthèse prévu au programme de doctorat en démographie, Université de Montréal.

Mboup, G. (1992). « Étude des déterminants socio-économiques et culturels de la fécondité au Sénégal à partir de l'Enquête sénégalaise sur la fécondité (ESF, 1978) et l'Enquête démographique et de santé (EDS, 1986) », Ph. D., Université de Montréal.

Meillassoux, C. (1975). *Femmes, Greniers et Capitaux*, Paris, Maspéro, 251 p.

Nations unies (1993). *Annuaire démographique*, Nations unies, Division de la statistique, New York, 1032 p.

Parsons, T. et R. Bales (1955). *Family, Socialization and Interaction Process*.

Peek, C.W., Koropecj-Cox, T., Zsembik, B.A. et R.T. Coward (2004). « Race Comparisons of the Household Dynamics of Older Adults », *Research on Aging*, Vol. 26, No. 2, March, p. 179-201.

Piché, V. (1993). « Mode de production et régime démographique : qu'en est-il aujourd'hui ? », dans Cordell, D., Gauvreau, D., Gervais, R. et C. LeBourdais (dir.), *Population, reproduction, sociétés*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 13-18.

Piché, V. et J. Poirier (1995). « Les approches institutionnelles de la fécondité », dans Gérard, H. et V. Piché (dir.), *La sociologie de la population*, AUPELF-UREF, Les Presses de l'Université de Montréal, 518 p., p. 117-137.

Pilon, M. (2004). « Démographie des ménages et de la famille : application aux pays en développement », dans Caselli, G., Vallin, J. et G. Wunsch (dir.), *Démographie : analyse et synthèse, VI, Population et société*, Éditions de l'INED, 582 p., p. 307-343.

Pilon M., Seidou, M.M. et C. Tichit (1997). « Les femmes chefs de ménage : aperçu général et études de cas », dans *Ménages et familles en Afrique : approches des dynamiques contemporaines*, Séminaire CEPED-ENSEA-INS-ORSTOM-URD, Lomé 4-8 décembre 1995, compilé par Pilon, M., Locoh, T., Vignikin, É. et P. Vimard, Paris, CEPED, les Études du CEPED. No. 15, p. 167-91.

Pilon, M. et K. Vignikin (2006). *Ménages & Familles en Afrique subsaharienne*, Savoirs francophones, Démographie & Développement, éditions des archives contemporaines et AUF, 131 p.

Poirier, J. (1986). « Éléments pour une problématique matérialiste de la reproduction humaine », dans Gauvreau, D., Gregory, J., Kempeneers, M. et V. Piché (eds), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Center for Developing Area Studies, 316 p., p. 273-299.

Pushkar, M. et R. Ray (2003). « Resource Inflows and Household Composition: Evidence from South African Panel Data », *Journal of International Development*, Vol. 15, No. 8, November, p. 1037-1047.

Rocher, G. (1992). *Introduction à la sociologie générale*, Hurtubise, HMH, 685 p.

Roy, Luc (1985). *Quelques aspects du cycle de vie des ménages au Burkina Faso*, Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de M.Sc., Université de Montréal.

Saint-Pierre, M-H, Gregory, J. et A. Simmons (1986). « Structure démographique des ménages et comportement migratoire en Haute-Volta (Burkina Faso) », dans Gauvreau, D., Gregory, J., Kempeneers, M. et V. Piché (eds), *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*, Center for Developing Area Studies, 316 p., p. 111-142.

Sala-Diakanda, M. (1988). « Problèmes conceptuels et pratiques liés aux informations disponibles sur la structure des ménages en Afrique ainsi qu'à son analyse », dans *Congrès africain de la population*, Vol. 2, U.I.E.S.P., Dakar, 5.2.1-16.

Sawadogo, C. (1992). « Famille africaine d'hier et de demain : quelle compréhension pour quelles interrogations ? », dans *Structure et dynamique de la formation des familles en Afrique*, Dakar 10 décembre 1992, UEPA, p. 61-76.

Scott, J. et G. Marshall (2005). *Oxford Dictionary of Sociology*, Oxford University Press, 709 p.

Seydou, S. (1995). *Les formes d'organisation familiale en milieu urbain africain : le cas de Bamako au Mali*, Mémoire de maîtrise présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.) en démographie.

Tokindang J.S. (1998). « Ménage et crise du logement à Dakar: une émancipation résidentielle de plus en plus tardive des jeunes générations », *Universités Francophones, Actualité Scientifique*, p. 183-202.

Tokindang, J. (1995). *Insertion résidentielle à Dakar*, Thèse de doctorat soumise à la Faculté des études supérieures, Université de Montréal.

Vinel, V. (1992). *Concession et familles chez les Moose de Ouagadougou*, Université Paris 5, Paris, Mémoire de maîtrise, 123 p.